



CONTRAT D'EDUCATION "ELEVE MINEUR" (page 1&2)

[Élève admis(e) dans un lycée de la défense au titre de l'aide au recrutement].

1. IDENTITÉ DU SIGNATAIRE

Le représentant légal de l'élève : père, mère, tuteur¹

Nom :Prénoms :

2. DÉCLARATION D'INTENTION

(A souscrire par le père ou la mère ou le tuteur)

Je soussigné (e)²

Qualité³ de l'élève²

Déclare en accord avec mon (ma) fils, fille, pupille¹, souhaiter, pour lui (elle) une carrière d'officier dans les armées ou les formations rattachées et l'orienter, à cet effet, vers une école de formation d'officiers de carrière à laquelle prépare⁴

Si mon intention ou celle de mon (ma) fils, fille, pupille¹ venait à changer, je m'engage à en aviser le commandant du lycée de la défense, sachant que je ne pourrai demander son maintien dans l'établissement au-delà de l'année scolaire en cours.

Fait à, le

Signature⁵ du (de la) fils, fille, pupille¹

Signature⁵ du père, mère, tuteur¹

¹ Rayer la mention inutile.

² Nom, prénoms.

³ Père, mère ou tuteur.

⁴ Mentionner le lycée de la défense de l'élève.

⁵ Précéder la signature de la mention manuscrite "pour accord".

3. DEMANDE D'EXONÉRATION

(à souscrire par le père ou la mère ou le tuteur).

Après avoir pris connaissance des articles R. 425-1 à R. 425-22 du code de l'éducation et des textes réglementaires pris en application de ces dispositions,

Je demande pour mon (ma) fils, fille, pupille¹ :

Nom : Prénoms :

l'admission²

au titre de l'aide au recrutement des officiers, en application de l'article R. 425-8 du code de l'éducation, et à être exonéré provisoirement des frais de trousseau et de pension.

Je reconnais savoir que l'exonération que je sollicite ne sera définitivement acquise que lorsque mon (ma) fils, fille, pupille¹ :

Nom : Prénoms :

aura satisfait à l'une des conditions mentionnées à l'article R. 425-21 du code de l'éducation.

Dans le cas contraire, les frais de trousseau et de pension deviennent exigibles et je m'engage à rembourser l'État du montant cumulé des sommes dues au titre des frais de trousseau et de pension, ainsi que de tout autre montant ou frais dont le remboursement serait exigible.

Fait à, le.....
(Signature)

¹ Rayer la mention inutile.

² Mentionner le lycée de la défense de l'élève.

4. CONFIRMATION DU CONTRAT

(à souscrire par l'élève devenu majeur).

Je soussigné(e)¹

Né(e) le.....majeur(e) depuis le.....

confirme les termes du contrat d'éducation mentionné précédemment signé le.....

par²

et y souscris librement, me subrogeant volontairement et de mon plein gré à toutes les obligations du signataire initial de ce contrat.

Fait à....., le.....
(Signature.)

¹ Nom, prénoms.

² Nom, prénom du représentant légal.



CONTRAT D'EDUCATION "ÉLÈVE MAJEUR" (page 3 seulement)
[Élève admis(e) dans un lycée de la défense au titre de l'aide au recrutement].

1. IDENTITÉ DU SIGNATAIRE

NOM : Prénom(s) :

Né(e) le :

2. DÉCLARATION D'INTENTION

Je soussigné (e)¹ déclare souhaiter faire une carrière d'officier dans les armées ou les formations rattachées, et m'orienter, à cet effet, vers une école de formation d'officiers à laquelle prépare le lycée militaire d'Aix-en Provence.

Si mon intention venait à changer, je m'engage à en aviser le commandant du lycée de la défense, sachant que je ne pourrai demander mon maintien dans l'établissement au-delà de l'année scolaire alors en cours.

3. DEMANDE D'EXONERATION

Après avoir pris connaissance des articles R. 425-1 à R. 425-22 du code de l'éducation et des textes réglementaires pris en application de ces dispositions.

Je demande à être admis(e) au lycée militaire d'Aix-en Provence au titre de l'aide au recrutement des officiers, en application de l'article R. 425-8 du code de l'éducation, et à être exonéré (e) provisoirement des frais de trousseau et de pension.

Je reconnais savoir que l'exonération que je sollicite ne sera définitivement acquise que lorsque j'aurai satisfait à l'une des conditions mentionnées à l'article R. 425-21 du code de l'éducation.

Dans le cas contraire, les frais de trousseau et de pension deviennent exigibles et je m'engage à rembourser l'État du montant cumulé des sommes dues au titre des frais de trousseau et de pension, ainsi que de tout autre montant ou frais dont le remboursement serait exigible.

Fait à _____,

Le _____

(Signature)